

Syrie : marginalisée, la France a peu d'atouts pour revenir dans le jeu



Laurent Fabius n'a pas été invité à la première réunion de Vienne le 23 octobre dernier. - Crédits photo : STEPHANE DE SAKUTIN/AFP

[International \(http://premium.lefigaro.fr/international/\)](http://premium.lefigaro.fr/international/) | Par [Isabelle Lasserre \(#figp-author\)](#)

Mis à jour le 29/10/2015 à 17h49

La France part du principe que les exactions et les crimes commis par le régime de Damas ont été tels qu'ils empêchent d'envisager que l'avenir du pays puisse être incarné par le dictateur Bachar el-Assad.

À l'avant-garde de l'activité diplomatique au début de la guerre en Syrie, la France a vu son influence se réduire au fil des années. Laurent Fabius n'a pas été invité à la première réunion de Vienne le 23 octobre dernier. Et si le ministre des Affaires étrangères sera présent au second round des négociations le 30 octobre dans la capitale autrichienne, il n'a pas été convié à la rencontre quadripartite organisée jeudi, en amont, entre les États-Unis, la Russie, l'Arabie saoudite et la Turquie.

Comme dans le dossier nucléaire iranien, où la France endossa jusqu'au bout le rôle de «gardienne du temple» de la non-prolifération nucléaire, Paris a toujours défendu une ligne dure vis-à-vis de Bachar el-Assad, que Laurent Fabius considère comme «la source principale du problème». Basée sur le «ni ni» - ni Bachar ni Daech -, la **politique française**

(<http://premium.lefigaro.fr/voix/monde/2015/08/17/31002-20150817ARTFIG00280-syrie-l-incomprehensible-politique-etrangere-de-la-france.php>) en Syrie n'est pas seulement motivée par des questions de morale mais aussi par des raisons d'efficacité. Elle part du principe que les exactions et les

crimes commis par le régime de Damas ont été tels qu'ils empêchent d'envisager que l'avenir du pays puisse être incarné par le dictateur **Bachar el-Assad** (<http://premium.lefigaro.fr/international/2015/09/29/01003-20150929ARTFIG00321-le-sort-de-bachar-divise-les-ennemis-de-daech.php>).

Elle se dit persuadée que ses initiatives syriennes, qu'il s'agisse de la proposition d'armer les rebelles modérés au début de la guerre ou de frapper le régime en août 2013 après le massacre aux armes chimiques de la Ghouta, auraient pu changer le cours des choses si elles avaient été soutenues par ses alliés, notamment américains et britanniques.

Mais depuis, la quasi-disparition des opposants modérés a rendu la politique du «ni ni» inefficace et caduque, puisque la France ne se trouvait plus d'alliés sur le terrain pour s'opposer à Daech et aux forces de Bachar el-Assad. Ignorant la réalité des forces sur le terrain, Paris a cependant persisté à demeurer à la tête du camp du refus, celui qui s'oppose à tout compromis avec le tyran Bachar el-Assad.

La France tente aujourd'hui de revenir dans le jeu alors que s'ébauchent de nouvelles tentatives de sortir de la crise

En bouleversant les équilibres en place, en sauvant, en tout cas provisoirement, le régime de Damas, l'intervention militaire russe a rebattu les cartes syriennes. L'intransigeance de la France, estiment certains, a entraîné son exclusion de la nouvelle dynamique provoquée par l'intervention militaire russe et le «rapprochement» entre Washington et Moscou sur la Syrie. Mais ce sont aussi les nouveaux rapports de force sur le terrain qui ont marginalisé Paris. Au niveau militaire, la France, très impliquée dans la gestion des crises au Sahel, ne participe aux opérations de la coalition que de manière symbolique. Depuis plusieurs semaines, profitant du vide laissé par le «retrait» américain au Moyen-Orient, la Russie a pris en main le dossier syrien au niveau diplomatique.

La France tente aujourd'hui de revenir dans le jeu alors que s'ébauchent de nouvelles tentatives de sortir de la crise. Sa décision de participer aux bombardements de la coalition en **Syrie** (<http://premium.lefigaro.fr/flash-actu/2015/10/29/97001-20151029FILWWW00170-raids-russes-600-morts-en-1-mois-en-syrie.php>) vise autant à se garantir une place à la table des négociations

qu'à obtenir du renseignement dans le cadre de la lutte antiterroriste. Essayer de peser dans les négociations de Vienne face à la Russie et à l'Iran était aussi le but de la réunion organisée mardi à Paris avec les partenaires européens et moyen-orientaux de la France.

Paris a cependant peu de cartes en main pour s'imposer. En exigeant un «calendrier précis» pour le départ de Bachar, elle risque de heurter les partisans d'un compromis. L'histoire syrienne n'en est pas pour autant terminée. La **Russie** (<http://premium.lefigaro.fr/flash-actu/2015/10/07/97001-20151007FILWWW00231-syrie-intensification-des-frappes-russes.php>), qui depuis son intervention militaire joue un rôle central en Syrie, a fait savoir aux diplomates européens qu'elle n'était pas «mariée» avec Bachar. Si le temps du compromis arrivait, la France pourrait faire valoir qu'elle a déjà assoupli sa position et qu'elle ne fait plus du départ de Bachar el-Assad une condition préalable à la reprise des négociations.

Cet article est publié dans l'édition du Figaro du 30/10/2015. **Accédez à sa version PDF en cliquant ici** (<http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2015-10-30>)



(<http://plus.lefigaro.fr/page/isabelle-lasserre>)

Isabelle Lasserre (<http://plus.lefigaro.fr/page/isabelle-lasserre>)

Suivre (<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/60966>)

Grand reporter au service étranger du Figaro
